

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle)

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722
Imprimé par Rotographie.

rouge

MERCREDI
4 AOUT 1976

Suisse 1 FS • Belgique 15 FB

LES PETITES PHRASES DE MAZEAUD

Après la défaite les bonnes résolutions pour l'avenir. C'est la pensée - quelque peu primaire - de notre secrétaire d'Etat à la jeunesse et au sport, M^r Mazeaud, qui s'est exprimé ainsi sur le bilan des JO.

« Il faut se demander s'il faut tout sacrifier à l'élite et créer de véritables actions de commandos » a-t-il dit. Haro sur les Russes ! Nous allons leur envoyer nos belles troupes sportives qui rafleront les médailles comme autant de butins de guerre. Et puis Mazeaud philosophe : « C'est vrai, je suis élitiste car je reste persuadé que le champion reste une image ». On aurait été

étonnés que n'apparaissent pas, chez un artisan de la « nouvelle société » les marques d'un discours imprégné de l'idéologie la plus réactionnaire.

Et pour en finir avec ce déluge d'âneries, après le langage militaire, la cautin scientifique. Nous devons prendre exemple sur les autres et à ces fins « il faudra créer un véritable laboratoire humain où les athlètes s'entraînent huit heures par jour ». La voilà bien, la solution du gouvernement sur les problèmes sportifs : créer une fabrique de monstres.

B. PRADES

UNE AMNISTIE QUI SE FAIT ATTENDRE

- Le décret loi de Juan Carlos promis pour mardi n'a toujours pas été publié
- 40 prisonniers politiques font la grève de la faim à Carabanchel pour une amnistie totale



Dans la cour de la prison de Carabanchel, les prisonniers attendent la promulgation du décret d'amnistie

Hier matin, le décret loi royal d'amnistie adopté lors du Conseil des ministres de vendredi dernier, n'était toujours pas paru dans le « Bulletin officiel de l'Etat », le journal officiel espagnol.

Un groupe de 30 avocats, défenseurs de prisonniers politiques, a adressé une lettre au président du gouvernement protestant contre « le retard injustifiable de la publication du décret » et affirmant que « ce retard aggrave encore le caractère limitatif de l'amnistie ».

C'est d'ailleurs pour protester contre ce caractère limitatif du décret d'amnistie qui ne s'applique pas aux prisonniers politiques accusés d'avoir commis des « crimes de sang », que plus de 40 détenus politiques de la prison de Carabanchel, située

dans la banlieue de Madrid, ont entamé lundi une grève de la faim. Les prisonniers, qui se trouvent dans la sixième galerie de la prison, entendent poursuivre cette action pendant 40 jours.

Le correspondant parisien du quotidien madrilène « El pais », annonçait hier matin que l'entretien qu'avait eu lundi le secrétaire général du Parti Communiste espagnol Santiago Carillo avec l'ambassadeur d'Espagne à Paris, M. De Lojendio, avait été « cordial ».

Citant des sources du PCE, « El pais » précise que l'ambiance de l'entretien laisse espérer une réponse favorable à la demande faite par Santiago Carillo d'un passeport pour rentrer en Espagne le 1^{er} septembre prochain.

Des cris de joie pour accueillir les blessés de Tall el Zaatar

LIRE PAGE 2

T'AS PAS CENT BALLES ?

« Sans haine, sans violence, sans armes » avaient écrit sur un billet laissé dans un coffre dévalisé les astucieux casseurs de Nice. « Sans haine, sans violence, mais avec une grue » auraient pu écrire ceux qui dans la nuit de lundi à mardi ont enlevé deux conteneurs où se trouvaient 400 000 pièces de un franc. Les conteneurs, qui pèsent à eux deux trois tonnes, se trouvaient dans un wagon de marchandise stationné en gare de Mantes et étaient à la Banque de France. Les voleurs devaient être particulièrement bien renseignés (et équipés) puisqu'ils ont dédaigné les autres marchandises qui se trouvaient dans les wagons.

La police qui piétine a décidé, pour surprendre la bande qui a fait le coup, d'installer un limier derrière chaque flipper et chaque parcmètre de la région parisienne.

Mort du cinéaste allemand

AINSI PARLAIT F. LANG

« Une chose est sûre. L'art doit être critique : c'est sa force et sa raison. Cette critique doit être une critique sociale, mais pas uniquement. Il y a dans ce monde beaucoup de choses qui doivent être critiquées. On ne peut pas proposer de solutions, mais il faut toujours lutter pour désigner le mal. Ainsi les films policiers américains sont d'abord une critique dirigée contre la corrup-

tion de la police et donc contre toute corruption. Il arrive également qu'un créateur découvre en lui-même des choses qu'il n'aime pas, et il doit critiquer ces choses ». Ainsi parlait Fritz Lang qui vient de s'éteindre à Los Angeles, à l'âge de 86 ans.

Il y a loin sans doute, de cette définition de l'art que donnait Fritz Lang, durant son existence aux USA,

de la conception qui sous-tendait implicitement ses premiers films. Ceux tournés en Allemagne. Difficile aussi de qualifier, tout de même, la totalité de l'oeuvre allemande de Fritz Lang d'expressionniste. Le problème apparaît autrement plus ardu. Comment saisir l'oeuvre de Fritz - Lang et la qualifier ? Comment saisir son évolution ?

(lire la suite page 7)



PORTUGAL

Mario Soares explique dans son programme de gouvernement

« IL FAUT SAVOIR TERMINER LES GREVES »

C'est lundi que le premier ministre portugais, Mario Soares, a présenté devant l'Assemblée de la République son programme de gouvernement.

Le texte de 260 pages de ce programme n'a été distribué qu'hier dans la matinée aux députés. Après le délai de 48 h pour la lecture de ce texte fleuve, un débat de 5 jours s'engagera à l'Assemblée. Ce n'est qu'à la fin de ce débat qu'une motion de censure pourrait être présentée par un groupe parlementaire. Pour recueillir la majorité absolue il faudrait que se réalise une coalition des votes des partis de la droite, PPD et CDS avec le Parti communiste portugais, ce qui est peu probable. Dans la synthèse qu'il a présenté lundi, Mario Soares a consacré une large part de son exposé aux problèmes financiers et économiques.

Tous les thèmes de la « récupération économique » étaient contenus dans les développements du premier ministre portugais. « La dynamisation du secteur public à travers des investissements publics est le ressort réel pour un démarrage du développement » mais le secteur privé doit être « réanimé, dynamisé et encadré par le plan ». Corollaire de cette perspective, Mario Soares a souligné que le gouvernement souhaitait établir de « nouvelles relations de travail »: le gouvernement respectera les conquêtes des travailleurs, notamment le droit de contrôle ouvrier, mais à ces « conquêtes correspondent des devoirs » (sic). Ainsi il a condamné certaines de lutte, et annoncé que des projets de loi seraient présentés pour combattre l'absentéisme et les baisses de productivité.

Mario Soares a également insisté sur la « nécessité de rentabiliser les entreprises nationalisées » en ajoutant : « ce manque de rentabilité est susceptible de remettre en cause la politique des nationalisations, ce que nous estimons irréversible ». Mario Soares a annoncé la couleur : son gouvernement tentera de « rétablir une stabilité financière à tout prix et une politique d'austérité qui impose des mesures nécessairement impopulaires. »

Mario Soares a ajouté qu'il était conscient de l'existence d'une lutte de classe et de chocs violents entre groupes sociaux au Portugal mais il a expliqué « qu'en démocratie, les conflits doivent pouvoir être résolus par la concertation et le dialogue ». A propos des grèves, le premier ministre a déclaré que si la grève « est l'un des aboutissements de la longue de la classe ouvrière vers son émancipation, elle ne pouvait être que l'ultime recours ». « Lorsqu'on prend la responsabilité de commencer une grève, il faut savoir prendre la responsabilité de la terminer. »

ITALIE

sur le débat du gouvernement Andreotti

VERS LE PACTE SOCIAL ?

Guillo Andreotti présentera cet après-midi son programme devant le Parlement italien et en soirée devant le Sénat. Il s'agira en fait d'un débat formel, qui durera plusieurs jours, au terme duquel le Parti Communiste accordera probablement son abstention (indispensable) au gouvernement monocolor démocrate-chrétien.

La véritable discussion sur les principaux points du programme

a en effet déjà eu lieu en coulisse entre Andreotti, la DC et les directions syndicales et communistes au cours du mois de juillet. En accordant son abstention, le PC mettra fin à 30 ans d'opposition, entrant ainsi dans « l'aire gouvernementale ». Mais bien plus qu'un « compromis historique » c'est un véritable « pacte social » que la bourgeoisie italienne veut tenter de réaliser aujourd'hui.

LIBAN

TALL EL ZAATAR EVACUE SES BLESSES MAIS RESISTE TOUJOURS

L'évacuation des blessés du camp palestinien de Tall el Zaatar s'est déroulée hier. Des contingents de la Croix rouge et des « forces de paix arabes » (contingents de soldats d'Arabie saoudite, d'Egypte, du Soudan et de la Lybie) ont commencé à évacuer les blessés du camp et les ont transportés dans la zone de Beyrouth tenue par les forces progressistes.

La population de cette zone a accueilli avec enthousiasme le convoi où des femmes, des parents, des amis ou simplement des combattants riaient ou pleuraient en

retrouvant ici un ami, un frère ou bien simplement ces résistants isolés du reste du monde et qui rejoignaient leurs frères de combat.

Des tirs de joie ont salué l'arrivée de ces blessés; la population se ruait sur les camions de la Croix rouge pour « voir ceux qui sont restés là-bas ».

Tall el Zaatar évacue ses blessés mais résiste toujours à l'assaut des milices réactionnaires qui n'ont pas arrêté leur offensive sur les retranchements des défenseurs du camp.

Les leaders de la droite ont

CHINE



Des soldats de l'Armée Populaire armés de pelles et de pioches en marche vers les lieux des tremblements

ALERTE DE LONGUE DUREE

Les habitants de Pékin s'installent dans les rues pour une alerte de longue durée, qui pourrait se prolonger un mois. Les autorités ont commencé à installer l'eau courante en montant des robinets sur les trottoirs.

Les autorités ont mis en garde la population contre les agissements de délinquants qui pourraient profiter de la situation à Pékin et dans la zone de Tang Shan. « Il faut élever la vigilance contre les activités de sabotage des ennemis de classe » déclarent de multiples petites affiches, placards et banderoles apparues dans les rues ces dernières 24 heures.

Les étrangers continuent d'évacuer Pékin où il ne reste que le personnel minimum nécessaire au fonctionnement de certaines ambassades et une quarantaine de journalistes. Ceux-ci utilisent pour leur travail de nouvelles installations, souvent montées en plein air et réalisent des « raids » dans les appartements bas, munis de telex pour transmettre leurs dépêches, ou téléphoner.

Les étudiants étrangers de l'université Peita de Pékin ont eux aussi quitté la capitale pour un voyage touristique en Chine méridionale. Enfin, démentant certaines nouvelles parues à l'étranger, le ministère de l'information a confirmé la présence de Mao-Tse-Toung à Pékin.

aux quatre coins du monde

MAROC : PROCES POLITIQUES

Soixante dix neuf détenus politiques de la prison civile de Casablanca ont commencé le 29 juillet une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention, annonce lundi « Al Moharrir », quotidien de l'Union Socialiste des Forces Populaires (opposition).

Me Bouabid, premier secrétaire de l'USFP, avait déclaré la semaine dernière qu'après les procès qui se sont déroulés en juillet dans les diverses villes du royaume, il reste de 150 à 200 détenus au Maroc.

Parmi ceux-ci cinq professeurs sont actuellement jugés à Casablanca (en même temps qu'une trentaine d'étudiants qui sont eux, en liberté provisoire) pour constitution illégale d'association et grèves dans plusieurs établissements scolaires au début de l'année 1973.

Six dirigeants de l'Union Nationale des Etudiants Marocains (UNEM) seront d'autre part jugés le 9 août à Casablanca pour manifestation et distribution de tracts contre le régime.

Enfin, 131 prévenus appartenant à la Sûreté de l'Etat. Parmi eux se trouve Abraham Serfati, ingénieur des mines, transfuge du Parti Communiste Marocain aujourd'hui dissous.

ITALIE : LES « MAFIOSI » MANIFESTENT

Vingt huit calabrais soupçonnés d'appartenir à la Mafia et assignés à résidence dans l'île sarde de l'Asinara, se sont barricadés mardi dans le bâtiment où ils logent. Ils entendent ainsi obtenir un entretien avec les magistrats calabrais qui les ont assignés à l'Asinara, pour leur exposer leurs doléances : les conditions de vie dans l'île, la difficulté de recevoir des visites des familles et le manque de travail.

Les vingt huit hommes ont cloué portes et fenêtres. Ils avaient au préalable fait d'assez amples provisions d'eau et de vivres. Des mesures de sécurité ont été prises dans l'île d'Asinara.

POURSUITE DE LA GREVE SAUVAGE DES MINEURS

La moitié des mineurs américains poursuivent mardi une grève sauvage, ignorant tous les appels lancés par leur syndicat pour les inciter à reprendre le travail.

Une partie des grévistes avait repris le chemin de la mine, mais nombre d'entre eux ont de nouveau cessé le travail.

Les mineurs demandent que les compagnies minières s'engagent à ne plus recourir aux tribunaux pour régler les conflits du travail.

Walid Marzouk

Le scandale Lockheed au Japon

LOCKHEED CONNECTION

L'ancien premier ministre, Kakuei Tanaka vient officiellement d'être inculqué de corruption. Les juges chargés d'instruire l'affaire Lockheed ont acquis la conviction, à travers les interrogatoires de plusieurs personnalités arrêtées, que l'ancien premier ministre a reçu un pot de vin de 500 millions de yens (environ 800 millions de centimes) de la firme Lockheed.

Arrêté le 27 juillet dernier, Tanaka a déjà été inculqué de violation de la législation sur le contrôle des changes. Il sera également inculqué de corruption avant le 9 août - date à laquelle les faits reprochés seront touchés par la prescription.

Les inculpations d'hommes d'affaires se poursuivent. Le 2 août, l'ancien président de la firme « Marubeni » qui avait fait parvenir à quatre reprises des pots de vin à Tanaka a été lui aussi inculqué. C'est le 17^e à être dans cette situation. D'autre part, 400 hauts fonctionnaires du gouvernement

figurent sur la liste concernant les pots de vin de Lockheed.

La crise politique, née de l'affaire Lockheed s'exacerbe à Tokyo. Hier, plusieurs personnalités du Parti Libéral Démocrate, appartenant notamment à la « fraction Kanapa » ont vivement reproché à la direction du parti et au ministre de la justice de n'avoir pas su empêcher l'inculpation de Tanaka. De plus, des bruits courent selon lesquels quatre des ministres de l'actuel cabinet, appartenant à la même faction auraient l'intention de donner leur démission.

Nous publions aujourd'hui l'enquête sur cette affaire réalisée par notre envoyé spécial au Japon, André Dupneu. En raison de son intérêt, nous consacrerons deux pages, aujourd'hui et demain à la crise actuelle suscitée par l'affaire Lockheed, la plus grave qu'ait jamais secoué le Japon depuis la guerre.

De notre envoyé spécial, André Dupneu
Tokyo, le 3 août

Tanaka, peut être la personnalité la plus importante du monde politique (bourgeois) japonais vient d'être arrêté. Depuis 6 mois, le Japon vit « à l'heure du scandale Lockheed ». Tout a commencé les 4 et 6 février derniers. Aux USA, la sous-commission sénatoriale sur les firmes multinationales rend public certains éléments de son enquête sur les agissements de l'une des principales entreprises aéronautiques américaines: la Lockheed Aircraft corporation. Plusieurs milliards d'anciens francs ont été versés à des officiels japonais pour assurer la vente des produits Lockheed. Cette annonce fait ici l'effet d'une bombe.

Avec 50 millions d'écoutes simultanées (soit la moitié de la population de l'archipel), les émissions de télévision battent tous les records précédents - ceux des jeux olympiques et ceux enregistrés lors de la venue du boxeur Mohamed Ali. Pendant un mois; le fonctionnement de la Diet -le parlement- sera suspendu. Une crise gouvernementale s'ouvre.

Pourtant, la crise politique fut momentanément surmontée. Le gouvernement Miki n'est pas encore tombé. Les ramifications du scandale de la Lockheed, comme les

réactions du monde politique japonais, éclairent d'une lumière crue la nature du régime nippon, reconstitué aux lendemains de la défaite de 1945, et ses liens avec la puissance américaine.

Lockheed et Zennikku

A l'origine du drame on trouve deux compagnies d'aviation: la Lockheed aux USA et la Zennikku (All nippon airways- ANA) au Japon. Toutes deux ont des difficultés et des ambitions.

La première a pris un retard considérable dans la commercialisation de « jambo jets » géants sur le marché civil. Elle s'est principalement consacrée aux commandes militaires. Quand la compagnie japonaise, en 1967-68, veut acheter une série de nouveaux airbus, Lockheed est loin derrière ses deux concurrents. Son L 1011 Tristar ne peut faire face au 747 SR de Boieng ou au DC 10 de Mc Donnell Douglas. La firme est alors au bord de la faillite. D'autant plus qu'elle connaît des difficultés jusque dans sa production militaire.

Zennikku, firme privée, est spécialisée dans les vols intérieurs. Les vols internationaux sont monopolisés par la Japan Airlines (JAL), à capitaux mixtes privés-Etat. Les plans alors élaborés par le ministère des transports tendent à renforcer

ce monopole. La Zennikku devrait fusionner avec la deuxième compagnie spécialisée, dans les vols intérieurs, la TDA (Toa domestic airlines). La JAL resterait la seule compagnie internationale.

La direction de la Zennikku est divisée en deux tendances. L'ancien



Suicide (?) du chauffeur de Tanaka

Le chauffeur personnel de Tanaka a été retrouvé mort dans son véhicule sur une route de montagne. La police a conclu au suicide bien qu'aucun document expliquant un tel geste n'ait été retrouvé près du corps. Le chauffeur, selon la police, avait fait communiquer l'habitacle de sa voiture avec le pot d'échappement à l'aide d'un tuyau de caoutchouc. Il est mort asphyxié par les émanations d'oxyde de carbone. Il est pour le moins curieux que le chauffeur de l'ancien premier ministre choisisse de se suicider, sans donner aucune explication, en pleine affaire Lockheed, juste après l'inculpation de Tanaka.

président de l'ANA était favorable au maintien de la division des réseaux avec la JAL. Mais la tendance qui s'intitule elle-même « Zennikku nationalistes » veut s'introduire sur les vols internationaux à moyens courrier. Elle gagne en importance et engage une offensive pour modifier les plans gouvernementaux.

Nixon et Tanaka

Les seconds acteurs du drame seront les chefs d'Etat américain et japonais. Nixon, alors président, a tout fait pour soutenir la Lockheed qui domine la Californie, l'une de ses bases politiques. Il a obtenu du parlement une aide financière. Mais si le marché japonais de l'airbus échappe à la firme, elle ne pourra redresser sa situation financière. Tout semble alors se jouer lors de la rencontre Nixon Tanaka en 1972.

Toute la presse ici, souligne en effet les curieuses « coïncidences » de l'année 1972. Le retour de Tanaka inaugure une période de rapides bouleversements de la politique aéronautique nipponne. Oba, l'ancien président de la Zennikku, avait décidé l'achat des DC 10 de Mac Donnell-Douglas. Il doit démissionner pour avoir reçu des pots de vin. Curieusement c'est un agent un agent de Kodama qui lui délivre de l'argent -Kodama que l'on sait maintenant être le principal agent de la Lockheed au Japon. Cela sent le coup monté. Tanaka rencontre alors le nouveau président de l'ANA. Et, en octobre 1972, la firme revient sur

sa décision précédente et décide d'acheter 21 Tristar à Lockheed. Seulement deux mois après le retour de Tanaka !

Ce n'est pas tout. L'aviation militaire japonaise doit renouveler son parc d'appareil anti sous-

par la bourgeoisie nipponne. Il est considéré comme une personnalité d'extrême droite au Japon. Durant la guerre sino-japonaise, il met sur pied l'« organisation Kodama » centrale d'espionnage sur le sol chinois. Interné comme criminel de guerre en 1946 il est cependant libéré trois ans plus tard sans procès. Il finance largement la formation du premier parti bourgeois d'après guerre, le Parti libéral japonais (encore au pouvoir).

Il est un des « hommes forts » de la politique japonaise. Et le principale agent de la Lockheed dans le pays.

La Lockheed connection

Dernier élément du drame: les voies d'acheminement de l'argent. Au départ des USA, la sous commission sénatoriale dénombre « 3 routes » reliant la maison mère au Japon. Deux directes: la « route Kodama » et la « route Marubeni » (la Marubeni corporation est l'agence officielle de la Lockheed dans le pays). Une voie indirecte: la « route ID ». Cette firme -ID Corporation- n'est qu'une façade par laquelle transite l'argent via un compte bancaire secret en Suisse et à Hong Kong. 12,5 milliards de dollars auraient ainsi été envoyés au Japon.

Du côté japonais, on se préoccupe de savoir comment ce flot d'argent a été distribué aux hauts fonctionnaires auxquels il était destiné. Là encore, il y a trois voies: Kodama et la Marubeni d'une part, et Zennikku elle-même d'autre part.

Ces mouvements financiers ont évidemment échappé au contrôle des changes et à la comptabilité régulière des entreprises en question. Mais tout le monde se demande: quels hauts fonctionnaires ont bénéficié des largesses de la Lockheed ? On murmure que la sous commission du sénat US a rassemblé 72 noms de bénéficiaires - parmi lesquels de très hautes personnalités du monde politique. Mais Kissinger en personne est intervenu pour éviter la divulgation de ces noms par la partie américaine.

Pendant 6 mois l'enquête semble piétiner. Quand, le 27 juillet, on apprend l'arrestation de Kakuei Tanaka, premier ministre en exercice lors de « L'affaire Lockheed » et chef de la plus importante fraction du parti gouvernemental.

A.D.

Demain: le fond de scène politique



Marchais s'entretient avec les journalistes

FAIRE COMPRENDRE LA LIGNE DANS ET HORS LE PARTI

Effectivement le PC doit s'atteler à la tâche, et il semble que ce ne soit pas facile à faire avaler puisque rien de nouveau n'est apparu dans les déclarations de G. Marchais à la presse hier, dans les locaux place du Colonel Fabien.

Tout d'abord à une question posée sur l'attitude du PC par rapport à Mgr Lefèvre : « Nous tendons la main à tous les chrétiens sans discrimination, nous ne nous immiscerons pas dans les affaires de l'Eglise » Ceci revient non pas à gagner des chrétiens, à les faire rompre avec une idéologie interclassiste, mais à s'adresser à la hiérarchie elle-même alors qu'on sait le rôle politique qu'elle joue.

Quant aux gaullistes, les « vrais » se rendraient compte à présent que « Chirac renie la pensée gaulliste » et qu'ils se rapprocheraient du PC, puisque c'est lui qui reprend le flambeau de l'indépendance nationale... mais l'ensemble du bonapartisme gaulliste n'était-il pas fondé sur la mystification d'une partie des travailleurs par le grand capital ?

Indignation quand il s'agit des déclarations de Schmidt sur l'accord de Porto-Rico de suppression de toute aide à l'Italie si le PC participe au gouvernement : « le peuple allemand devrait réfléchir, il a déjà plusieurs expériences... » mais : « heureusement, il existe maintenant la RDA qui elle n'intervient pas. » Ah bon ! On croyait se souvenir d'une « expérience » en Tchécoslovaquie, pas si ancienne que ça !

A la question posée sur la récente exécution de Ranucci, sur laquelle le PC n'avait pas pris de position, Marchais s'est contenté de

réaffirmer provisoirement (le CC en rediscutera) son opposition à la peine de mort. Opposition qu'il justifie simplement par « elle n'est pas dissuasive ». Et ceci en réaffirmant : « il faut que les coupables soient punis ». Comment ? Mais surtout : « Ces crimes odieux conduisent une grande majorité, la presque totalité de l'opinion publique à se prononcer en faveur de la peine de mort ». Que faire alors ? Une campagne de popularisation des positions du PC contre la peine de mort ? Surtout pas ! « Les conditions n'existent pas pour un débat serein. Il ne faut pas en discuter dans la passion. Il faut attendre. Attendre... à des fins électorales évidentes ; et attendre que d'autres assassinats légaux soient perpétrés.

L'agitation n'est guère pour Marchais qu'une campagne d'intoxication qui nuit à la venue des vacanciers ! Les autonomistes ? Marchais n'en a pas rencontré, d'ailleurs en Corse il y a « les mêmes problèmes qu'ailleurs en France » ; et seuls « 1 % de fantaisistes pensent que la Corse ce n'est pas la France ». Le difficile maintenant, pour le PC, ce sera de « faire comprendre la ligne » aux travailleurs corses qui subissent chaque jour la répression du gouvernement métropolitain !

C'est ce qu'a affirmé Marchais. « Tous les journaux peuvent venir demander des interviews aux dirigeants, même au secrétaire général, elles seront accordées » Demain, c'est juré, nous la demandons.

Thalou

A BONNEUIL A L'OEIL PAR L'AUTOROUTE A4

Construire un péage sur une autoroute pendant les vacances, voilà une idée nouvelle pour Giscard, moins banale que l'augmentation du timbre et de la baguette.

Tout augmente, même le culot du président. Il y avait déjà dans le métro un péage de 1F à Charenton pour quatre stations jusqu'à Créteil. Alors pourquoi se gêner ? Puisque les Val de Marais sont habitués à payer un supplément pour rentrer chez eux, on va leur faire payer l'autoroute.

Le projet giscardien est clair : instaurer une taxe à la sortie du péri-phérique sur chaque autoroute partant de Paris.

Premier test, premier échec. Le moment était pourtant bien choisi, les travaux de construction du péage avait commencé le 17 juillet. Et pourtant, cette décision a suscité un des plus vastes mouvements de protestation que le département aie connu cette année. Y'a plus de saisons !

Alors, Giscard pressé et convaincu par la force des choses que le jeu n'en valait pas la chandelle à l'approche des municipales décida de déplacer le péage.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là, les ouvriers du chantier ont travaillé encore toute une semaine. Coup bas ou lenteur administrative ? Ce n'est qu'hier que Giscard prenait la décision d'arrêter les travaux. C'est une victoire mais la vigilance reste de rigueur.

Timbres et municipales

Segard mêle tout : l'augmentation du nombre de cabines téléphoniques le long des plages, la réduction d'horaires des employés des PTT et... l'augmentation du prix des timbres, sans oublier les municipales.

Cet habile homme politique (et fin économiste) fait retomber sur les syndicats qui demandent des réductions d'horaires et l'embauche de personnel l'augmentation des timbres : « il fallait équilibrer le budget ».

Mais si les timbres ont augmenté immédiatement, les réductions d'horaires « c'est un problème qui se posera en premier à la rentrée ».

C'est pas très urgent pour celui qui se voit déjà maire de Lille : « C'est gagné. Je crois, que nous devrions profiter de la lutte qui a longtemps animé dans ce secteur les socialistes et les communistes et qui a marqué beaucoup d'électeurs socialistes ».

A Valentigney les Buis autour des usines Peugeot

Valentigney les buis est l'une des innombrables cités dortoir qui entourent les usines du trust Peugeot dans la région de Montbéliard. Commencées il y a vingt ans, ces cités n'ont fait que s'étendre selon les besoins de l'usine en main d'oeuvre française et étrangère. A l'heure actuelle les Buis comptent 6 500 habitants dont 43 % de familles immigrées.

La municipalité UDR élue par la bourgeoisie du centre de Valentigney ne s'occupe guère de ce lotissement qui ne vote pas pour elle. On vit là comme on peut au milieu du béton et des tas d'immondices, car les ordures sont irrégulièrement ramassées. Les espaces verts se limitent à un peu de pelouse mal entretenue. Les enfants n'ont pour jouer que la rue ou quelques mètres de terrain situés à l'intersection de deux rues très circulantes : deux enfants ont été tués depuis octobre 75. On va faire ses courses au RAVI, magasin Peugeot, d'une extrême exigüité : trois caissières pour 1 290 familles, et l'après midi, il n'y a plus rien dans les rayons.

Les batiments ne valent guère mieux. Ils sont propriété de la SCIC (société civile et immobilière de la caisse des dépôts), et gérés par le CRL (comité régional du logement) dont Peugeot est gros actionnaire. En principe, le CRL doit nettoyer les appartements et les caves à chaque changement de locataires. Elle se contente d'un vague coup de pinceau, laisse les caves à l'abandon. Il y a des infiltrations d'eau dans presque tous les appartements, le crépis de la façade tombe en miettes, la tuyauterie de la chaufferie est dans un tel état qu'il ne fait pas plus de 14° en hiver.

C'est dans ces conditions que la SCIC-CRL a le culot de demander début juin une augmentation des charges de 50 %. En face d'elle, les habitants, groupés dans l'association des résidents des Buis (ARDB).

Une section ASF s'est créée en 1969 pour lutter contre un premier rappel de charges, sans y parvenir faute de préparation à la base. En 1972, nouveau rappel tandis que l'ASF demande à étudier les

LA CITE DORTOIR SE REBIFFE



chiffres et que les locataires se sont déjà résignés à payer, une réunion publique se tient à l'appel de quelques résidents combattifs. Deux cent familles sont présentes. Un comité de lutte de trente personnes où toutes les nationalités sont représentées est élu, un bureau est désigné. Ainsi est né l'ARDB. Décision est prise de ne pas payer et d'engager une action en justice contre la SCIC-CRL qui a dû reconnaître une erreur de cinquante millions sur les soixante cinq exigés !

Il existe un conseil de résidents, créé par le CRL dans une optique de collaboration de classe. En décembre 1972

l'ARDB a eu 10 sièges sur treize au conseil qu'elle conçoit comme un organisme de bataille contre la CRL : les délégués ne s'y rendent que sur la base de propositions discutées en assemblée générale. Aujourd'hui, l'ARDB a treize sièges, et la section n'existe plus.

Le comité se réunit chaque semaine, mais toutes les décisions sont prises en AG. L'association groupe 900 familles sur 1 240. Chacun connaît les membres du comité et n'hésite pas à s'adresser à lui. Aux dernières élections du bureau tous les membres ont été renouvelés, ce qui est une preuve de vitalité.

L'association a du mal à arracher des avantages, car la SCIC et la municipalité ne lâchent que contraintes et forcées et font tout pour laisser le lotissement à l'abandon.

Néanmoins, nous avons obtenu de bons résultats : double de l'état des lieux aux nouveaux locataires, pose de volets, annulation de contrats d'eau abusifs, création de parkings, de trottoirs, venue d'un marché le mercredi.

Il y a un an et demi, des tracts racistes ont été distribués dans le quartier. Nous avons immédiatement mené une campagne contre le racisme, aidés par les syndicats et les sections ASF des autres lotissements. Quelque chose a changé sur le quartier : turcs, yougoslaves, maghrébains, portugais, français vivent en bonne intelligence. Nous avons obtenu d'avoir des interprètes sur le quartier, et que les baux soient traduits dans la langue du locataire.

L'augmentation demandée aujourd'hui est une augmentation nationale. Les résidents ont décidé de ne pas payer tant que rien n'est fait sur le quartier. Ils exigent : une prise en charge complète de la vétusté par le propriétaire et la remise en état de tous les appartements.

- la réparation de toutes les malfaçons par la municipalité.
- la création d'une « plaine d'aventures » pour les enfants avec des animateurs culturels possédant les langues des diverses nationalités.
- la création d'une crèche.

M.V.

6 et 7 août

ALLONS A NAUSSAC

La Lozère a le triste privilège d'être sur la liste des départements où l'EDF veut faire des ravages. Ces ravages, c'est la construction d'un barrage qui doit servir au refroidissement des centrales nucléaires.

Les conséquences seraient désastreuses pour 60 exploitants en voie d'expropriation, mais qui refusent de se laisser déssaisir de leur terre qui est pour eux un outil de travail.

En nous rendant massivement à ces deux jours de combat, nous saurons dire non au projet de l'EDF !

Ils nous appellent donc à une marche les 7 et 8 août qui conduira sur le site de la future retenue d'eau qui noierait leur village.

Appel lancé par le comité de défense de la vallée : Soutenu par : CDJA, UD CFDT, Comité Larzac, HR, LCR. Nationalement : Les Paysans Travailleurs, la CFDT du CEA, le PSU, la LCR et la coordination des Comités Larzac. Renseignements : Comité de Défense de la Vallée de Naussac Briges, 48 600, Grand Rieu.

MARCHE POUR LA DEMILITARISATION

Une marche internationale non-violente pour la démantèlement se déroulera entre Metz et Verdun, du 4 au 10 août, à l'appel du Bureau International de la Paix, de l'Internationale des Résistants à la Guerre, du Mouvement International pour la Réconciliation, d'In-soumission Collective Internationale, et du Parti Radical Italien. Cette marche est en outre soutenue par des personnalités telles que : René Dumont, Roger Garaudy, Mikis Theodorakis, Lanza del Vasto, etc...

« Même le général Bigeard ne pourra pas empêcher notre marche » annoncent les organisateurs. Des contacts ont été pris avec les élus de la région et les associations

d'anciens combattants pour « commémorer, là où ils sont morts et reposent, les millions de personnes assassinées pendant la guerre ».

Ce sont ces thèmes, joints à la proposition d'un désarmement général, d'une dénonciation de la justice militaire, d'un soutien affirmé aux luttes des soldats qui seront développés dans différents meetings-débats tout au long de la marche : le 4 août à Metz, le 5 à Gravelotte, le 6 à Jarny, le 7 à Etain, le 8 à Douaumont-Charny.

Pour tous renseignements et contacts : Mercy, 79 rue de Méribel, Verdun. Téléphone : (28) 86 20 46.

Ceyrac aux syndicats « VOS GUEULES LES MOUETTES »

le président du Conseil national du patronat français, Ceyrac, a donné une interview à la première chaîne de télévision, lundi soir. Il a souhaité un « effort général » pour lutter contre l'inflation. Interrogé sur l'appel de Chirac à une « discipline contractuelle » il a déclaré : « Je pense que pour l'instant, le premier ministre a voulu simplement alerter l'opinion, donner des thèmes de réflexion pendant les vacances.

Il a continué : « Cela me fait penser à l'expérience que j'ai eue hier matin sur la côte sauvage... j'ai entendu un énorme brouhaha de cris d'oiseaux, toutes les mouettes du coin, goélands et autres, et ceci parce qu'un pêcheur venait de les déranger. Chacun protestait à sa manière. J'ai le sentiment que le premier ministre a été le pêcheur.

Ceyrac a pris position contre toute négociation globale : « Je ne crois pas qu'il faille se relancer dans une sorte de Grenelle bis. L'expérience montre que ces grandes foires ne servent pratiquement qu'à ceux qui hurlent le plus ». La vulgarité de tels propos, voilà mépris affiché à l'égard des revendications ouvrières, voilà qui classe l'individu. Au moins les travailleurs sont-ils prévenus.

REACTION DE LA CGT

Interrogé par l'AFP, Georges Séguéy a déclaré : « Les négociations de Grenelle ont laissé souvenir amer au patronat qui dut céder aux travailleurs d'importantes revendications jusqu'alors rejetées en matière d'augmentation de salaire, des conditions de travail et de libertés syndicales. Il est donc compréhensible que le président du CNPF tienne pour une abomination le renouvellement d'une telle expérience. Puis il a affirmé : « Il ne dépend ni de M.Ceyrac, ni de M.Chirac, qu'une telle négociation tripartite interprofessionnelle nationale ait lieu ou non. Cela dépend des travailleurs et de leur action ».

REACTION DE LA CFDT :

Albert Mercier, secrétaire national de la CFDT a déclaré : « C'est la négociation qui est mise en cause. La CFDT veut des négociations, elle ne demande pas à aller à la foire, elle entend négocier sur des revendications précises (...). Il n'y a personne, ni gouvernement, ni patronat, pour vouloir en discuter. La base de toute politique contractuelle passe par la négociation des revendications. C'est à cela que le porte parole du patronat entend fermer la porte en renvoyant la balle dans le camp du gouvernement ».

SCAPLEN (PONT-LABBE)

LES GREVISTES SE PREPARENT A RENTRER.. POUR CONTINUER LA GREVE

Depuis le 20 mai les ouvrières de la Scaplen demandent 50 centimes, le 13^e mois et la réorganisation. La Scaplen, petite entreprise de confection emploie une centaine de personnes, la plupart des femmes. Depuis deux ans, le pouvoir d'achat avait baissé régulièrement, alors que celui des cinq plus hauts cadres augmentait de 22 %. Quand on rajoute à ça les cadences de plus en plus difficiles à tenir, on comprend l'acharnement des grévistes. Le 20 mai les filles vont voir le patron qui les met à la porte. Depuis c'est la grève. Dès lors le patron est resté invisible ou alors, chaque fois qu'il rencontrait les grévistes, c'était pour faire des promesses sur lesquelles il s'empessait de revenir. Ce fut le cas le 3 juin et encore le 29 juin. Il faut dire qu'à la dernière entrevue, les grévistes l'ont retenu jusqu'à 4 heures du matin. Cette fois-ci il s'engageait à accorder 60 centimes d'augmentation en trois étapes. Mais le lendemain, une fois de plus, il revenait sur ses engagements et le soir, c'était plus de 300 personnes qui venaient occuper l'usine avec des militants d'autres boîtes.

Mais avec le mois de juillet, c'étaient les vacances qui s'annonçaient, avec les dangers de démobilité. « La veille des vacances, nous explique une gréviste, le 9 juillet le patron offre le champagne aux non grévistes du comité de défense ». Alors, nous aussi, nous apportons nos bouteilles et nous trinquons devant l'usine. Il faut dire que c'est à l'unanimité des grévistes que nous avons décidé de

reprendre le mouvement de grève au retour des congés. »

Une telle détermination après deux mois de lutte a de quoi surprendre. Les grévistes de la Scaplen la doivent en bonne partie des formes d'organisations qu'elles se sont données. « Toutes les décisions étaient prises en assemblée générale », nous précise-t-on. Aux négociations étaient présentes les déléguées du personnel, celles qui étaient volontaires et un permanent de la CFDT, seul syndicat présent dans l'entreprise. Sur 41 grévistes, 40 sont des filles ; au début c'était un peu dur. Maintenant elles parlent plus facilement : ça a appris aux filles à se connaître. Mais il y eut aussi la solidarité active de toute la région : dès le 28 mai un fest-noz était organisé à Pont-Labbé avec 500 personnes. Dès la deuxième semaine les grévistes décidaient de fabriquer des tabliers dans un atelier installé à la maison des syndicats avec des ventes sur les marchés de Quimper, Concarneau, Douarnenez, Pont-l'abbé. Les délégations syndicales se sont multipliées et un meeting s'est tenu devant l'usine avec la participation des syndicats et des partis de gauche. Au total, c'est plus de 1 200 F qui ont été distribués aux grévistes par le seul fait de la solidarité.

Les vacances ont été bien remplies pour les grévistes de la Scaplen. C'est avec confiance qu'elles envisagent la rentrée. Le 4 août, tout le monde sera à son poste pour continuer la lutte.

LIP

Alors que le patronat se déchaîne PROJET D'ORGANISATION D'UNE JOURNEE REGION MORTE

Besançon : de notre envoyé spécial S.Lopez

Le voici. Après trois mois de silence calculé, le patronat horloger sort de sa réserve ; et c'est pour trouver le ton de la hargne et le moyen du mensonge : « l'affaire Lip est étroitement circonscrite et n'affecte en rien l'avenir de la profession horlogère » a déclaré hier Dalin, directeur de la chambre française de l'horlogerie. Le propos est simple : Lip doit disparaître, le patronat n'en a rien à foutre. La production de Lip est négligeable et ne représenterait selon lui que 2 % de l'horlogerie française.

Des 900 travailleurs de Palente, pas un mot. De plus, Lip ne représenterait que quelques vagues dans le ciel serein de l'horlogerie française. La crise ne serait qu'une invention puisque la production de montres aurait augmenté de 24 % en 1975.

Dalin est un menteur puisque, comme l'a rappelé Charles Piaget à l'assemblée de mardi, c'est un million de montres en moins qui ont été produites en 1975.

Ces propos ont été longuement commentés à l'assemblée générale. L'espoir d'une solution industrielle négociée s'évanouit un peu plus encore. Les Lip ne peuvent compter que sur l'action.

Face à ces manœuvres sordides, les Lip cernent de mieux en mieux les axes de leur action. Il s'agit avant tout de se lier aux autres travailleurs de la région menacés dans l'horlogerie du Haut-Doubs. Un projet est à l'étude : l'organisation d'une journée région morte à la rentrée. Ensuite se rapprocher de tous les travailleurs sans emploi de la région. Dès mardi une commission chômage s'est mise sur pied. Et puis, d'autres commissions, quinze au total, vont petit à petit concrétiser les projets : être présents à Palente et mettre en place des activités nouvelles.

Ainsi, après trois mois d'incertitudes liées aux négociations d'une solution industrielle, Lip va redevenir cette fourmière que l'on avait connu en 1973.



On a signalé aussi les velléités des pouvoirs publics de dissocier le bloc uni des 900 travailleurs en proposant d'ici quelques mois quelques centaines d'emplois à l'ANPE. Les 4000 chômeurs de

Besançon seront bien aises de savoir qu'il y a du travail dans la région, et en tout état de cause le jour est loin où l'on verra les Lip venir s'inscrire individuellement à l'ANPE.

Une remise en route ?

Contrairement à ce qu'annonce une partie de la presse, il n'est pas question pour l'instant que les Lip remettent en pratique leur « c'est possible : on fabrique, on vend, on se paye ». Toutefois, dans le cadre des activités de polarisation, des commissions étudient actuellement la réalisation en petit nombre de montres et de pendulettes à quartz (c'est la première fois que Lip produirait de l'horlogerie à quartz) illustrée par le rappel des luttes ; d'autres commissions recherchent de nouvelles fabrications dans le domaine médical. Par ailleurs, les Lip envisagent d'organiser des réparations de montres et de mettre en place un « service après vente ».

**Achetez Rouge
tous les jours
dans le même kiosque**

• Après le rejet par le tribunal de commerce du protocole d'accord signé par les grévistes d'Idéal-Standard, une assemblée générale appelée par la CGT doit se dérouler aujourd'hui à 14 heures dans l'usine occupée de Dammarie-les-Lys.

TRIBUNE des luttes

Communiqué de la section CGT du centre AFPA de Tours

DEBRAYAGE MASSIF AU CENTRE AFPA DE TOURS (02)

Suite à la tentative de la Direction de faire endosser aux stagiaires les frais d'une dégradation de matériel (saisie sur salaires), la quasi-unanimité (95%) des stagiaires est allée s'installer devant le bâtiment administratif. Face à la détermination des grévistes, la direction a été obligée de céder : plus aucune dégradation de matériel ne sera payée par les stagiaires — confirmant en cela les propos du directeur national de l'AFPA, M. Villaret, lors de l'intervention de 200 stagiaires le 20 mai dernier.

Mais la lutte continue, en effet la direction n'a pas accepté des heures de grève. Les stagiaires face à une direction qui cherche à faire pourrir le mouvement restent mobilisés. La section syndicale CGT des stagiaires cherche à prendre contact avec les sections CGT et CFDT des moniteurs en vue d'une action unitaire qui fera céder la direction.

**un
syndicat
du
commerce
qui
s'organise
et sebat ...**



la publicité ne vous dit pas tout : travailleurs, clients voici ce qui se passe dans les couloirs des hypermarchés...

CFDT rennes

La brochure publiée par le syndicat du commerce CFDT de Rennes est intéressante à plus d'un titre. En effet, outre le bilan des luttes on y trouve une réflexion sur un certain nombre de sujets brûlants : le comité de grève, l'auto-défense lors d'une lutte, la liaison avec les consommateurs. Elle est disponible auprès du syndicat, impasse de la Barbotière à Rennes ou à la librairie de la Confédération, rue Montholon à Paris.

DEBAT

LA DROGUE, LA REPRESSION ET LE RESTE...

La parution de la dernière contribution sur la question de la drogue traitait essentiellement des problèmes que posait l'usage des drogues, même douces, pour les militants révolutionnaires. Elle rappelait fermement à cette occasion, les positions qui sont celles de la LCR : l'usage, même occasionnel des drogues, fait courir à une organisation révolutionnaire des risques collectifs absolument démesurés. L'usage des drogues est donc résolument prohibé dans les rangs de la Ligue.

Pour fondée qu'elle soit, il est évident que cette prise de position ne traite qu'un aspect du problème que pose l'usage ou le refus des drogues pour des militants révolutionnaires, et plus largement dans les rangs du mouvement ouvrier. C'est pourquoi il nous paraît intéressant de publier trois lettres de lecteurs cherchant à préciser le sens que revêt pour eux, par delà la question de la sécurité, l'usage ou le non usage de la drogue dans le cadre du combat pour le socialisme.

PAS DE PLAISIR EN SOI !

L'article de samedi 31 juillet, prétendant résumer les positions de la LCR sur la drogue me semble trop rapide, insuffisant et ambigu.

La sécurité

Les militants de la Ligue s'interdisent de fumer du haschich pour des raisons de sécurité et non pas pour un très confus « cadre actuel de drogue illégale, de drogue repousser et de drogue marginalisante ». Avec la loi Marcellin, une organisation révolutionnaire qui aurait un grand nombre de fumeurs de hasch dans ses rangs serait très vulnérable. La situation politique actuelle et prochaine doit faire réfléchir. On connaît les campagnes de manipulation de l'opinion dont Ponia et Lecanuet sont capables.

Radicalisation, quand tu nous tiens...

L'usage de la drogue qui s'est développé après 68 est un signe tout à fait secondaire de radicalisation. Mais ce n'est pas la radicalisation elle-même. Radical, ça veut dire s'attaquer à la racine, aux fondements du pouvoir. Le fait de fumer, en dépit des lois et de la morale bourgeoise actuellement anti-drogue, n'est pas radical en soi parce qu'interdit. Il faut donc s'interdire toute démagogie qui encense le fait de fumer du hasch en le mettant sur le même plan que les prises de conscience réellement subversives de l'après-68 : la crise des valeurs bourgeoises dans la jeunesse, crise de l'Ecole, de l'Eglise, de la famille...

Au contraire, la drogue, tout comme l'alcool peut être un moyen de domination. Aux USA, la (vraie) radicalisation de la jeunesse, celle du mouvement anti-guerre au Vietnam en a pris un sacré coup quand le hasch s'est développé dans les universités. De nombreux Etats américains ont dépénalisé le cannabis... Pas pour la bonne cause ! Inversement, les vietnamiens pas cons, savaient affaiblir les GI en favorisant leur consommation de drogue.

L'important, c'est la dose...

Comme tout toxique, tout dépend de la dose, c'est pourquoi nous combattons la toxicomanie comme l'alcoolisme dans la classe ouvrière et bien sûr dans le mouvement ouvrier. C'est alors une fuite dans une marginalisation désespérée et suicidaire, un détachement de sa vie sociale sur laquelle on ne peut plus jouer.

Mais il est vrai aussi qu'on peut avoir plaisir à fumer le petit joint du samedi soir, comme boire une bonne bouteille avec des copains. Pourquoi pas ?

...Et le flacon

Mais dans cette ivresse, ce qui compte c'est le flacon, ou plutôt l'étiquette du flacon. Ce qui est intéressant (et contre-révolutionnaire)

ce n'est pas l'usage des produits en tant que tels, mais ce qu'on y attache. Ça peut être les illusions d'un plaisir libérateur en soi, le caractère subversif du hasch (« ça emmerde le bourgeois »... Tu parles !), de raccourci individuel. Croire cela est à l'opposé de l'action militante qui veut avoir prise sur la réalité et agir collectivement pour changer le monde. D'ailleurs, la dépénalisation du hasch permettrait d'atténuer de nombreuses illusions et une bonne part de marginalisation des fumeurs actuels.

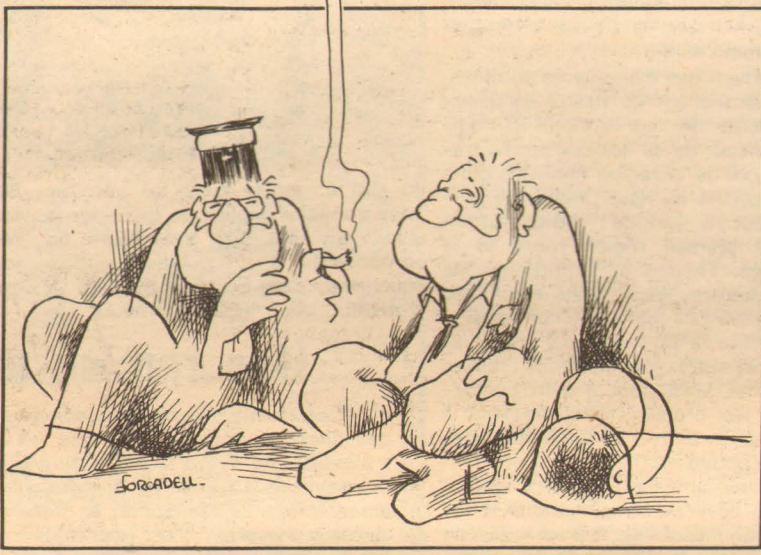
Pour toutes ces raisons, je pense qu'une fois la légalisation du hasch

obtenue, il n'y aura plus de raison pour que les militants révolutionnaires de l'interdire dans leurs rangs.

Mais soyons conscients de la réalité du combat que nous menons.

Quand il y a toxicomanie ou attachement de propriétés émancipatrices au hasch alors, oui, il se compare, il s'oppose même à notre combat révolutionnaire pour un monde débarrassé de ses vieilles mutilations. Que le hasch ne devienne jamais la religion du peuple !

Luc M. militant de la LCR



UN BATON DANS LES ROUES?

Dans le n° de samedi 31 juillet, la LCR présente son point de vue. Il n'est pas question pour moi d'intervenir dans un débat intérieur à une organisation, mais d'en continuer politiquement les propos, même si ceux-ci d'ailleurs sont contradictoires avec les positions de la Ligue.

Je ne suis pas favorable à toute action ou tout appel visant à la libéralisation de l'usage de la drogue. Que l'on m'entende bien quand j'écris ceci. Je ne m'opposerai pas à la drogue en régime socialiste, évidemment, je ne suis pas non plus un censeur moraliste, cette position fait suite à un raisonnement uniquement politique (...).

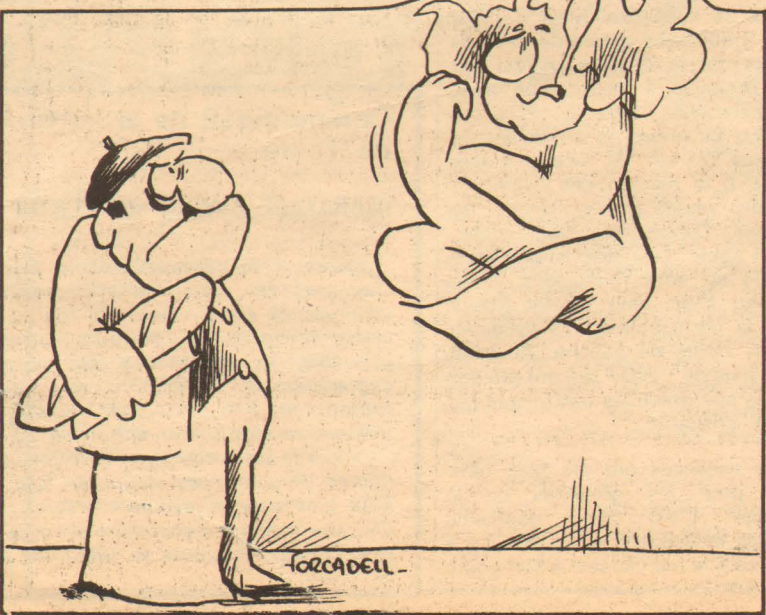
La LCR le note elle-même dans son article : « Plus d'une grève lycéenne s'est terminée dans l'apathie (...), les plus radicalisés désertant l'AG pour fumer un joint ». Vouloir libéraliser la drogue, c'est aussi oeuvrer pour le capitalisme. Terrible contradiction qu'il ne faut pas ignorer sous prétexte de crainte de passer pour réac (...).

Je signale qu'une marque de cigarettes (Philip-Morris je crois) a déjà déposé un titre pour cigarette au shit... Quand on aura obtenu, et on l'obtiendra, la libéralisation de la drogue, Philip-Morris étant déjà une raison suffisante, capitalisme oblige, nous aurons un adversaire

supplémentaire : la propagande pour la drogue... « La vie est sinistre, fumez et vous oublierez »...

Et ils fumeront et ils oublieront... Et ils renforceront le capitalisme (...). La drogue sera devenue source de « déradicalisation », et donc un nouveau bâton dans les roues de la révolution en marche, aidée par les médias (...).

B.S. Niort



Au risque de choquer

Des militants fument. Ils sont culpabilisés (moi). Par quoi ? La réponse est simple : par le désir. Cet APOLITISME NOMME DESIR (j'ai déjà vu ça quelque part... dans Critique Communiste) a-t-il réussi à les détourner du droit chemin ? En fait, ils sont culpabilisés par l'usage de la drogue. Cette drogue qui est analysée, répertoriée comme point de rupture avec une unité de la pratique (quotidienne/militante) qui doit être vécue parfaitement.

En plus clair : FUMER = OUBLIER... son être social. C'est se laisser aller à ses pulsions (peut-être réacs), à son désir (...). Alors se pose le problème fondamental : fumer est-ce une pratique sociale réactionnaire, comparable au viol par exemple. Malgré les articles de Verdon, VR, Ride, c'est ce qui reste présent dans la tête de beaucoup de militants de la LCR. Distinguons donc deux choses. La drogue, plus généralement le désir, mythifiés comme seuls éléments subversifs : cela conduit généralement à une impasse. Reste la drogue (douce) comprise, pratiquée comme un désir/plaisir, psychique ou sexuel. Et dans ce dernier cas, sa valeur de tabou disparaît.

La bourgeoisie définit la drogue comme invalidante. Elle a enfermé/détourné sa pratique. Essayons d'en sortir ! de réfléchir et de redéfinir cette pratique sociale comme notre tâche serait de redéfinir la pratique sociale (...). Il n'est pas question de fuite en avant, de misérabilisme, mais d'un plaisir, le plus souvent pratiqué à plusieurs, qui n'altère en aucune façon les rapports, les discussions, les réflexions. Voilà c'est succinct, mais j'ai souvent peur que nous enfermions notre vérité dans une démarche qui oublie que c'est dans la vie des militants d'aujourd'hui que s'esquisse le visage du socialisme que nous voulons construire.

Orso

les temps modernes

LES RISQUES DU METIER

A l'heure où nous écrivons ces lignes, Niki Lauda, accidenté dimanche sur le circuit du Nurburgring, n'est pas sorti d'affaires. Sport de riche pratiqué par des millionnaires oisifs, la course automobile demeure par bien des aspects le reflet de la société capitaliste. De ce point de vue, l'accident de Lauda peut se comparer - toute proportion gardée - à un accident du travail. A l'image des chefs d'entreprise, les organisateurs de la course ont refusé d'assurer aux pilotes le minimum de sécurité auquel ils pouvaient s'attendre. Lauda avait d'ailleurs manifesté son hostilité à courir dans des conditions pareilles. Mais dans la course au profit et aux gros bénéfices comme peuvent en rapporter un Grand Prix de Formule 1, ces gens-là ne sont pas à un cadavre près.

DU COTE DES SOLDATS...

La hiérarchie militaire a encore bien à faire avant de venir à bout des centaines et des centaines de soldats qui s'organisent dans les casernes.

C'est donc avec plaisir que nous vous annonçons la toute récente parution du 6^e numéro du Rama-Joie, journal du Comité de Soldats du 1^{er} Rama de Melun. Sa diffusion, essentiellement extérieure pour des raisons de sécurité, n'a donné lieu à aucune répression. On vous livre - si besoin est - une phrase de l'éditorial qui démontrera à quel point un esprit combattif anime nos hommes des casernes :

« L'imagination au pouvoir ! Contre l'oppression, battons-nous au jour le jour ! ». Visiblement, le moral est bon.

D'UNE COURTE TETE

La Bible et Lenine sont respectivement l'ouvrage et l'auteur les plus traduits dans le monde. C'est l'Index Translationum de l'UNESCO qui vient de le révéler. Il semble même que Vladimir Illitch l'emporte d'une courte tête sur le Bon Dieu : pour 304 nouvelles versions de la Bible, 336 traductions d'ouvrages de Lenine ont vu le jour ! La performance est d'autant plus remarquable quand on compare les stratégies des deux champions : l'un s'adosse défensivement à son œuvre unique, l'autre attaque sur tous les fronts fort de ses quelques kilos d'œuvres complètes.

Les autres concurrents, Agatha Christie et ... Karl Marx viennent assez loin derrière. Respectivement avec 157 et 156 traductions. Quand on vous dit que le vieux Karl se lit presque comme un roman policier ! C'est un fait : le Capital se traduit presque autant que « Les 10 petits nègres »...

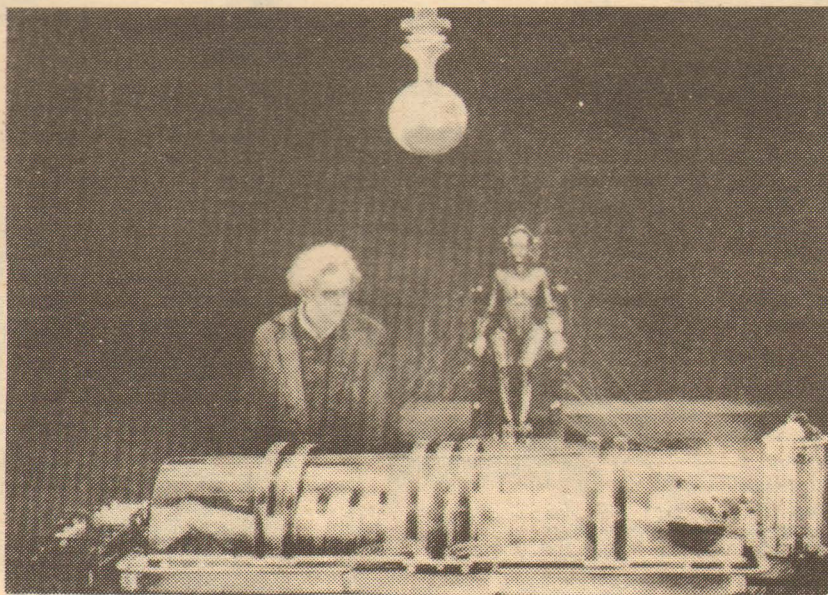
Bref, confronté aux bon-dieuserie et aux polards, le marxisme ne se porte pas trop mal.

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

FRITZ LANG : A L'ECLOSION DE L'EXPRESSIONNISME

L'éclosion de l'expressionnisme a profondément marqué la peinture et la littérature allemande et, plus tardivement, le cinéma. Fritz Lang baigne dans ce climat où, disait Kurt Pinthus (1) : « On percevait de plus en plus distinctement l'impossibilité d'une Humanité qui s'était mise dans la dépendance absolue de sa propre création, de sa science, de la technique, de la statistique, du commerce et de l'industrie, d'un ordre communautaire pétrifié, d'usages bourgeois et conventionnels... (2) »

Alors que l'expressionnisme allemand trouve ses premières manifestations picturales dès 1905 avec la constitution à Dresde d'un groupe de peintres (*Die Brücke, Le Pont*), la traduction cinématographique ne vient que tardivement, durant les années vingt. On pense au *Cabinet du docteur Caligari* (1919) ou au *Cabinet des figures de cires* (1924) de Paul Leni et aux *Trois Lumières* (1922) de Fritz Lang, bien qu'il se défendit d'avoir « fait de l'expressionnisme ».



Une scène de *Métropolis*

Ombres et lumières

Métropolis? Je devais avoir une douzaine d'années quand je l'ai vu la première fois. *Métropolis*... une évocation dansesque de ce peuple de l'abîme écrasé par une poignée de seigneurs. L'énorme écran sur lequel le « directeur » pouvait surveiller ses « administrés »... la femme-robot... la révolte des damnés... le dédale de monstrueuses machines... ombres et lumières.

Métropolis n'est déjà plus tout à fait de l'expressionnisme. Même si la démarche saccadée des personnages, les masques tragiques, et les décors artificiels s'y apparentent.

L'ensemble des premières années de production du cinéaste sont marquées par cette prépondérance du fantastique. Toujours, en toile de fond, la situation politique et sociale. Fritz Lang l'a subi pendant la guerre de 14-18, alors qu'il était lieutenant dans l'armée autrichienne. Sa rencontre avec Eric Pommer, directeur de la Decla-Bioscop, lui a permis - après avoir été quelque temps acteur, scénariste et assistant-réalisateur - de devenir metteur en scène en 1919.

L'intuition

Jusqu'en 1933 Fritz Lang va produire des titres qui sont aujourd'hui devenus prestigieux dans l'histoire du cinéma : *Les Nibelungen, Le docteur Mabuse,*

M. Le Maudit (qui, de manière métaphorique, évoque le climat de malaise de la république de Weimar). Dans tous ces films dominent une sorte d'intuition, une prémonition de l'avenir de l'Allemagne et de l'Europe (cf. *Le docteur Mabuse*), ce qui confère sans doute à l'œuvre sa force et son irrationalité. Intuition et prémonition qui s'expriment aussi dans la recherche formelle, la « technique » de réalisation : Fritz Lang est, certainement le premier à avoir introduit autant d'effets spéciaux qui sont pour la plupart encore utilisés aujourd'hui au cinéma.

Lorsqu'Hitler arrive au pouvoir, Goebbels, qui admirait beaucoup Fritz Lang, propose à ce dernier le poste de réalisateur officiel du parti nazi. Fritz Lang refuse et quitte l'Allemagne sur la champ... le soir-même !

La rupture

L'arrivée aux Etats-Unis constitue pour le cinéaste, à tous les points de vue, une rupture : rupture sentimentale (sa femme a adhéré au parti nazi), rupture avec l'environnement social et politique qui l'entourait (une lutte de classes intense), rupture avec les circuits de production cinématographiques qu'il connaissait (les nouveaux vont lui imposer de nouvelles contraintes).

Paradoxalement plusieurs des films qu'il tourna aux USA peuvent sembler plus « sociaux » (*Furie, J'ai le droit de*

vivre, Les bourreaux meurent aussi - film consacré à l'assassinat d'Heydrich et pour lequel il fit appel à Brecht) que sa production filmée antérieure. Mais cette transformation s'opère au prix de la perte des éléments qui faisaient la force de sa « première » période : le fantastique, le côté baroque.

Cependant, la source créatrice ne meurt pas. Restent présents dans les mémoires *Les contrebandiers de Moonfleet* et *House by the river*. Fritz Lang réalise quelques westerns qui mettent en cause le mythe du « mauvais » indien. Il n'en reste pas moins vrai que, subissant le contrecoup de la défaite du mouvement ouvrier allemand, puis d'une partie de l'Europe, et confrontés à une nouvelle réalité politique, sociale et culturelle (celle des USA), les films de Fritz Lang semblent se « déconnecter » peu à peu de toute réalité sociale pour se diriger vers une recherche de la perfection stylistique.

Peut-on cependant interpréter l'expressionnisme, comme Lukacs le fit, comme la manifestation de l'incapacité de l'aile radicale de la bourgeoisie allemande et de ses intellectuels à faire une révolution qu'elle désirait ?

P. Daniel

(1) *D'une apocalypse à l'autre* - Lionnel Richard -10-18-

(2) *Le Pèlerinage de l'humanité* - Kurt Pinthus -

Sculpteurs roumains au musée Galliéra

« ORDRE DU MERITE CULTUREL : QUATRIEME CLASSE ! »

Le titre de l'exposition du musée Galliéra, *Hommage à Brancusi, de la sculpture roumaine contemporaine* est quelque peu trompeur. Brancusi en est quasi absent, à l'exception de trois têtes (dont deux mal représentées) empruntées au musée d'art moderne (1) où il faut voir ses œuvres dans son atelier reconstitué.

En revanche, on a là un aperçu de l'art officiel de la république socialiste de Roumanie. Point positif : elle n'est pas réaliste socialiste. Mais quel malaise de voir les artistes sélectionnés affublés de titres du type : « ordre du mérite culturel, quatrième classe » (sic). Pas étonnant que l'essentiel de ces œuvres, du style « beaux-arts » ou « arts-déco », n'aient pas la moindre raison de se

recommander de Brancusi. Tout au plus pourrait-on considérer comme une lointaine parenté l'inspiration de l'art paysan non sans vigoureuse rudesse, de Gheza Vida (*Le sorcier, l'Homme de la nuit*) de Cristian Breazu, poussée à « l'ombre du grand arbre » (c'est-à-dire ce que Brancusi refusa pour lui-même en refusant de devenir l'élève de Rodin qu'il admirait).

La seule œuvre vraiment forte de cette exposition, on ne s'étonne pas de découvrir qu'elle est d'un sculpteur sans titre, Nikolae Paduraru, dont le *Face à face*, effondrement épuisé, désespéré d'une forme humaine à la Giacommetti contre une haute muraille de métal polie, très évocatrice d'une certaine situation de l'humanité d'aujourd'hui. Même si ce n'est qu'à

sa jeunesse — trente ans — que ce sculpteur doit son absence de distinction honorifique, c'est sans doute le seul hommage valable à Brancusi — dont l'œuvre a évolué vers un achèvement apaisé — que cette sculpture qui dit tout autre chose avec de tout autres moyens.

Michel Lequenne
(1) Il est assez scandaleux de voir maintenant cinquante ans d'art moderne tamponné au nom de l'apologiste des tours de la Défense, le banquier Georges Pompidou, dont le mécénat a consisté à l'achat de quelques œuvres d'artistes dont la renommée était déjà bien établie.

Musée Galliéra - 10, av Pierre-1er-de-Serbie. Ent : 5F. Ouvert tous les jours de 10h00 à 17h45 (sauf mardi). Jusqu'au 31 août.

télévision

TF 1

12.30 Madame êtes-vous libre ? (feuilleton)
13.00 Journal
13.35 John l'intrépide (série britannique)
14.05 L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau
Baleines et cachalots
18.40 Pour les jeunes
19.20 Actualités régionales
19.40 Une minute pour les femmes
20.00 Journal
20.30 L'enquête est ouverte
Rien de nouveau sous le soleil : émission du genre : « le commissaire mène l'enquête ».
22.00 Histoire des gens.
Magistrats et sorciers. Evocation historique...
23.00 Journal

A 2

15.00 Flash d'information
15.05 Aujourd'hui madame
Un sujet vraiment fendar : quand les enfants entrent en religion... guilleret ce mois d'août.
15.55 Bonanza (série américaine)
16.45 Viens avec nous...
Rencontre d'enfants avec un artiste ou un artisan contemporain.
17.15 Teva (feuilleton)
18.15 Ce jour-là, j'en témoigne.
Le 24 octobre 1940.
18.40 Le palmarès des enfants
18.55 Des chiffres et des lettres
19.20 Actualités régionales
19.45 Bonjour Paris (feuilleton)
20.00 Journal
20.30 Un shérif à New York (série américaine)
22.45 Journal

FR 3

19.05 Etranger, d'où viens-tu ?
19.20 Actualités régionales
19.40 Pour les jeunes
19.55 Flash journal
20.00 Les jeux de vingt heures
20.30 Cinéma d'aujourd'hui La fille d'en face (1968)
Une comédie dramatique de Jean-Daniel Simon
21.50 Journal

LA SOUSCRIPTION CONTINUE

Ancien total	330 684,00
Lecteurs Oloron	330,00
J.M. Reims	30,00
Diffuseurs Pontoise	200,00
Diffuseurs Dieppe	1000,00
E.L. Gouville sur mer	50,00
Clermont	
1 employé PTT, 1 infirmière	210,00
M.Z. Colmar	150,00
A.F. G. Chambéry	100,00
G.D. Toulouse	2000,00
Un chasseur sous-marin pour que Rouge ne plonge pas	300,00
A.L. L. Paris 19 ^e	100,00
J.P. T. Toulouse	500,00
J.P. C. Militant Metz	100,00
IM Enseignant Metz	300,00
P.A. Lons	100,00
Nouveau total	336 154,00

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper ou recopier et à renvoyer à l'adresse suivante : JOURNAL ROUGE « SERVICES ABONNEMENT » 2 RUE RICHARD LENCIR A MONTREUIL 93 100

NOM	PRENOM	N°
RUE		
VILLE	CODE POSTAL	
TARIF ABONNEMENT NORMAL (encadrer la mention utile)		
	FRANCE	COLLECTIVITES ETRANGER
3 MOIS	80 F	130 F
6 MOIS	150 F	250 F
1 AN	300 F	500 F

TARIF ABONNEMENT VACANCES (encadrer la mention utile)

PERIODE CHOISIE	Du..... au.....	
15 JOURS	FRANCE 20 F	ETRANGER 33 F
1 MOIS	40 F	65 F
2 MOIS	80 F	100 F

(Avion et pli fermé, écrire au journal)
POUR LES ABONNEMENTS VACANCES, SI VOUS ETES DEJA ABONNES, INDIQUER LE NUMERO FIGURANT SUR LA BANDE D'ENVOI OU JOINDRE CELLE-CI (STRICTEMENT INDISPENSABLE)
N° DE LA BANDE D'ENVOI
Compter un délai de 8 jours pour obtenir un abonnement ou un changement d'adresse.
LES CHEQUES D'ABONNEMENTS SONT A L'ORDRE DE DANIEL BENSARD.



LA PEUR AU SERVICE...

*« Consultez votre serrurier, c'est l'homme de l'art »
Poniatowski*

Les statistiques sont là pour le prouver : la vente des équipements anti-vols est en train de battre tous les records. Rien que pour le mois de juin les commandes en portes blindées, serrures de sécurité, dispositifs d'alarme et autres gadgets ont augmenté de 25 %.

Le prince Ponia le dit et le répète : notre sécuri-

« La police a le devoir de vous protéger ; elle le fait dans des conditions difficiles et avec un dévouement exemplaire. Sans doute les résultats obtenus dans la lutte contre la criminalité ne sont-ils pas à la mesure de son ambition et de sa détermination. Mais avec votre concours, si vous acceptez de prendre vous-mêmes un certain nombre de précautions, nous arriverons à vous épargner les risques que l'audace des malfaiteurs fait peser sur votre sécurité. Nous y parviendrons sûrement, tous ensemble et plus vite si vous apportez à la police dans son combat quotidien contre la pègre votre soutien actif et bienveillant ». Signé : Michel Poniatowski.

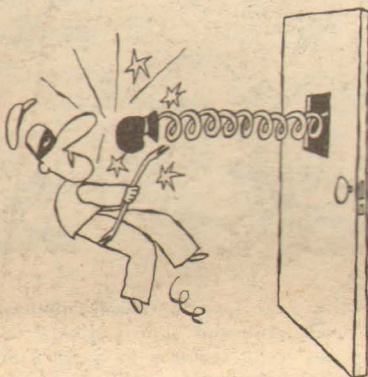
Cet appel à l'Union sacrée contre le banditisme sert d'introduction à une petite brochure disponible dans tous les commissariats : « Au voleur ! Quelques recettes contre les cambriolages ». Pendant direct de la mise en garde aux personnes âgées que nous publions hier elle se veut manuel de base pour les com-

allait devenir serrurier du roi s'installa à Paris. Il comprend rapidement que la bourgeoisie a besoin de belles serrures certes, mais aussi de serrures solides. De là allait naître les serrures Fichet ». Les techniques Fichet se vantent d'avoir tout prévu : « La plupart des organismes officiels des grandes puissances, des deux côtés du rideau de fer, ont tenté l'expérience de crocheter la serrure à clé 450, modèle inédit de clé en H, à 4 rampes actives. Aucun n'y est parvenu ». Bigre ! De telles références imposent le respect. Mais Fichet n'est pas la seule firme engagée dans la croisade. « Supersûreté 5 points », « La clef Rouge » (eh oui !) sont aussi présents à l'appel. Sans parler de Décoratel et de Protec'France.

Hyper-fréquences

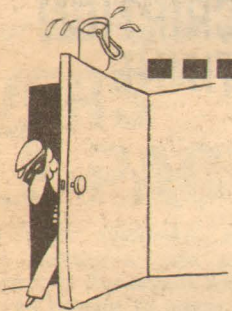
Serrures et blindages, avec leurs mécanismes compliqués n'ont malgré tout que les charmes de la sécurité retro. C'est du Marcellin. A

té est en danger. Les vacances ne marquent aucune trêve, bien au contraire. Voyous, braqueurs, loubards et monte en l'air de tous poils nous menacent, en tous lieux, 24 heures sur 24. Pour faire face, il faut transformer appartements et villas en véritables places fortes. Comment ? Les officines spécialisées y ont pensé pour nous.



Pourtant, les gadgets de BSS-Electronic, de Staal, d'Alarm-System 3M, d'Alarme 2000, d'Hoffmann le Son Magnetic ont un inconvénient. Ils ne fonctionnent évidemment qu'en l'absence des usagers habituels des lieux à protéger. Si un cambrioleur se présente chez vous pendant que vous êtes là, muni de son loup noir et de son pied de biche, il est souhaitable d'avoir un petit quelque chose sous la main pour se défendre.

...DU POUVOIR



battants enrôlés sous la bannière de la grande croisade de la sécurité.

Dans 75 % des cas, y lit-on, le cambrioleur pénètre par la porte d'entrée. Cette porte est d'une inefficacité totale contre les infractions dans la plupart des cas. Une « fermeture morale », rien de plus. Il faut donc la renforcer. La brochure donne des conseils. Beaucoup et détaillés. Bien peu utiles pourtant, à y bien regarder, même pour le plus parano des bricoleurs. Aussi la conclusion s'impose, au bout de quelques pages. « Consultez votre serrurier-métallier qualifié, c'est l'homme de l'art ». Pour Ponia, on « consulte » déjà « son » serrurier comme on consulte son médecin... ! On n'a à vrai dire que l'ambarras du choix. Les prospectus, dépliants, lettres « personnalisées » des docteurs en sécurité encombrant nos boîtes à lettres.

Clé en H. contre les loubards

« Aujourd'hui, le temps des gentlemen-cambrioleurs est vraiment révolu. Le vandalisme règne en maître. La police à affaire à des bandes de voyous, les célèbres loubards, qui veulent tout, tout de suite ». Ainsi parlent les agents de publicité des serrures Fichet dans leur dépliant. Une maison sérieuse, cette maison Fichet. « C'est en effet en 1825 qu'un jeune serrurier qui

l'heure de Ponia on donne volontiers dans le moderne, le sophistiqué : la « protection volumétrique » avec ses « hyper-fréquences ». Ça c'est le dernier cri. Tout intrus, dans un rayon de 15-20 mètres est détecté par un petit radar, lequel déclenche aussitôt une retentissante sirène. Installation et sirène sont inviolables. Et tout ce petit matériel électronique est capable, en prime, de détecter les incendies.

Ça aussi on y a pensé. La firme Mailor par exemple qui propose armes d'alarmes et lance-fusées, inoffensives certes (« notre désir n'est pas de tuer »), « mais dont l'aspect sérieux vous fera craindre ». Le dépliant Mailor oublie toutefois de signaler que l'emploi de son matériel est déconseillé quand des flics en chasse de malfaiteurs se pointent chez vous par erreur ». Se croyant en légitime défense, ils n'hésiteront pas

alors à vous tirer comme un lapin, avec des armes qui, elles, ne sont en rien des imitations. On se souvient de la tragique erreur de Fontenay...

Un métier d'homme

Reste alors le recours à une agence de surveillance ou de gardiennage. Leurs portes flingues uniformés sont prêts à veiller sur vous.

Un
métier
d'homme.

PROTECTION
SURVEILLANCE
GARDIENNAGE

PVS

POUR
VOTRE
SECURITE
AGENCES DANS TOUTE
LA FRANCE



Définition à la Bigeard, profil à la Chirac et Ponia tire les ficelles

Le métier a d'ailleurs le vent en poupe. Ne pouvant satisfaire à des demandes de plus en plus nombreuses ces agences de semi barbouzes recrutent dans le plus pur style des affiches militaires : « Vigile : un métier d'homme - Maître chien : un métier d'homme - Gardien, convoyeur de fonds, etc, un métier d'homme, toujours ! »

Ponia peut être content. De plus en plus nombreux sont les braves gens qui s'équipent et s'arment contre « les jeunes vandales qui s'accagent, pillent, détruisent par plaisir », qui pensent que « devant une telle calamité la police est débordée » et qu'il faut « désormais assurer seul sa protection et celle des siens » (publicité BSS-Electronic).

Par delà les gadgets, la campagne « sécurité » organisée par Ponia porte ses fruits. Elle peut se développer encore. A l'heure où le métro est décrit comme une jungle sauvage où guettent tous périls, où les cambrioleurs pique-niquent dans les coffres de banques, où les jeunes vandales qui hantent les rues veulent « tout et tout de suite », on devine quelle sera la prochaine étape.

Entre le Dupont-la-joie assiégé derrière ses portes blindées et son système d'alarme électronique, et le chasseur de prime il n'y a qu'un pas. Chasseur de prime ? Un métier d'homme.

JF.V

Les « sales gueules » qu'Hoffman-protection nous présente en épouvantail



- Condamné pour cambriolage et vandalisme

- Recherchée pour complicité de cambriolage et recel.

- Recherché pour effraction et vol.

Votre argent les intéresse...

● Les petits dessins de cette page sont tirés de la brochure du Ministère de l'intérieur : « au voleur ».